

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/GEN/25

14 juillet 1998

(98-2776)

Comité de l'agriculture

Original: anglais

DÉCLARATION PRÉSENTÉE PAR LE REPRÉSENTANT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) À LA RÉUNION DU COMITÉ DES 25 ET 26 JUIN 1998

La première question que je souhaiterais aborder est celle de la facture des importations de céréales des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Comme vous le savez, Monsieur le Président, la FAO a présenté un exposé détaillé sur l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire dans ces deux groupes de pays à la réunion du Comité tenue en novembre 1997. Les questions examinées ont porté sur l'évolution à long terme de la production alimentaire, la dépendance de ces pays à l'égard des importations et l'évolution de la facture des importations de céréales ainsi que l'incidence sur ces pays de la hausse des prix observée en 1995/96 sur les marchés céréaliers.

La FAO continue à surveiller la situation alimentaire de ces pays et l'évolution du coût de leurs importations de céréales. Pour l'actuelle campagne de commercialisation 1997/98, il ressort de nos dernières estimations que la facture des importations de céréales des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires s'élevait à 7,1 milliards de dollars EU environ, soit près de 1 milliard de dollars EU de moins qu'en 1995/96 lorsqu'un niveau élevé a été atteint avec 8,1 milliards de dollars EU.

Cependant, bien que les cours mondiaux soient revenus aux niveaux du début des années 90, la facture des importations de céréales de ces deux groupes de pays continue à rester relativement élevée. En 1993/94, par exemple, les prix des céréales étaient approximativement au même niveau qu'aujourd'hui. La facture des importations de céréales des pays susmentionnés s'élevait alors à 4,5 milliards de dollars EU contre 7,1 milliards de dollars EU pour la campagne de commercialisation en cours. Le montant toujours important de ces factures est dû principalement à deux facteurs: premièrement, les volumes plus élevés des importations nécessaires pour combler l'écart entre les besoins nationaux et la production nationale et, deuxièmement, le faible niveau de l'aide alimentaire reçue au cours des dernières années par rapport au niveau des années précédentes lorsque les aides accordées à des conditions de faveur représentaient une grande partie des besoins de ces pays en matière d'importation de céréales.

La deuxième question dont je voudrais que le Comité prenne connaissance est celle de la participation de la FAO au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce apportée aux pays les moins avancés. La FAO collabore avec les six principaux organismes qui sont à l'origine de cette initiative en vue de trouver un moyen d'inclure dans le cadre de l'assistance technique intégrée les questions ayant trait aux secteurs agricole, halieutique et forestier pour lesquels elle pourrait offrir une assistance spécialisée. Nous avons fait part de cette initiative aux représentants de la FAO dans les pays concernés, lesquels en ont informé les différents ministères de l'agriculture pour que les besoins d'assistance dans le secteur agricole soient également pris en compte dans l'ensemble des mesures d'assistance.

Le troisième élément d'information que je souhaiterais porter à l'attention du Comité est une brochure récente de la FAO intitulée *L'assistance technique de la FAO et les Accords du Cycle d'Uruguay*. Cette brochure recense les activités liées au commerce effectuées par la FAO dans les secteurs agricole, halieutique et forestier, décrit comment ces activités sont liées aux Accords du Cycle d'Uruguay et à la poursuite du processus de réforme, met en évidence les domaines spécifiques dans lesquels la FAO présente un avantage comparatif et pourrait apporter aux pays intéressés une assistance technique liée au commerce. Les délégations intéressées peuvent obtenir un exemplaire de la publication susmentionnée au bureau de la FAO, à Genève. Notre assistance technique consiste de plus en plus à aider les pays à préparer les futures négociations dans le secteur agricole. À cet égard, nous avons prévu quatre ateliers régionaux pour cette année. Ces ateliers sont financés par diverses sources et sont organisés avec le concours d'autres organisations, y compris l'OMC, la Banque mondiale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), des organismes bilatéraux et des organismes régionaux. Il est prévu de mettre en œuvre pour l'année prochaine des ressources permettant de réaliser un plus grand nombre d'activités analogues.
